



Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur

Le processus électoral est lancé

Impliquer concrètement la Diaspora dans le développement du Togo, telle est l'ambition du Haut conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) lancé début juillet.



PAGE 3

ART & CULTURES



Festival d'Avignon 2019

Le Togo présent au rendez-vous

Radio France internationale a démarré, le week-end dernier, son aventure théâtrale et radiophonique « Ça va, ça va le monde ! » au Festival d'Avignon sur le sol français. Six pays prennent part à ce merveilleux voyage théâtral dont le Togo ...

PAGE 9

BIODIVERSITE



Parc national Fazao-Malfakassa

Le projet menant au statut de 'Réserve de biosphère' lancé

Comme annoncé en décembre dernier, le Parc national de Fazao-Malfakassa situé dans la région centrale, se dirige vers l'obtention du statut de « Réserve de biosphère de l'Unesco ».

PAGE 11



Justice pénale

Les assises s'ouvrent à la Cour d'appel de Lomé

Les assises visant à connaître les dossiers criminels pendant devant la justice ont été ouvertes hier à la Cour d'appel de Lomé. Prévu par la loi pour avoir lieu deux fois par an, ces audiences permettront de régler les cas de prévenus en attente de jugement.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Délivrance de visa, la nouvelle disposition de l'ambassade de France fait son chemin

Lors d'une conférence de presse organisée au cours du mois de mai de cette année, l'ambassade de France avait annoncé l'externalisation de la délivrance des visas. A ce jour où en est-on avec la disposition ?

Selon les explications qui avaient été données, la collecte et la vérification de la conformité des pièces devraient être sous-traitées avec une société française installée dans plusieurs pays en Afrique et qui est spécialisée dans le domaine. La délivrance des visas proprement dite se fera comme avant au niveau de l'ambassade et les retraits se feront auprès ...

PAGE 3

Energie solaire

Lomé accueille la 3ème conférence régionale du Rogep

PAGE 5



	SOMMAIRE	Nigéria / Sécurité Obasanjo interpelle Buhari sur le risque de génocide au Nigéria  P4	Marché financier régional Bon début de second semestre pour le Togo  P 5	Changement climatique Le développement durable en péril selon un nouveau rapport des Nations unies  P 10	Eau potable et assainissement Services bientôt améliorés à Tabligbo  P 11
---	------------------------	--	---	--	---

Echos des bénéficiaires des Produits FNFI

Rencontre avec Nabila Zouréatou, bénéficiaire du produit APSEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", Togo Matin vous conduit à Sokodé dans la région centrale à la rencontre de Zouréatou Nabila, Bénéficiaire du Produit " Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF). Pour elle, partager ses expériences et témoignages avec autrui permettra surement de faire tache d'huile. Reportage...



Nabila Zouréatou

Nous sommes à Sokodé, Région Centrale. Ici dans le marché de Koma, l'utilité du micro-crédit même en milieu urbain garde tout son sens. Dans ce marché populaire de la ville, plusieurs personnes qui ont des activités régulières ou qui peuvent faire une activité régulière, et qui ont assez démontré leurs bonnes intentions de rembourser les crédits dans les délais ont reçu un coup

de pouce financier des Institutions de Microfinance partenaires du FNFI pour démarrer ou consolider leurs activités génératrices de revenus. Ces IMF constituent pour ces milliers de personnes, leurs banques, c'est leur dernier rempart. Assis au bord de son étalage de vente de céréales, Zouréatou Nabila ne peut s'empêcher de mesurer aujourd'hui la portée des crédits FNFI qu'elle a reçu. Pour elle,

c'est une nouvelle page de son histoire qu'elle a écrit grâce au FNFI. "Vous savez, nous vivons dans un monde où tout homme doit travailler dur pour fin de pouvoir joindre les deux bouts. Attendre tout de son mari ne fera pas épanouir votre foyer. Il faut que la femme également puisse faire une activité qui lui rapporte quelques revenus qui lui permette de soutenir son mari. C'est ainsi que j'ai toujours

voulu faire le commerce de céréales, étant donné que je maîtrisais déjà très bien les rouages de cette activité, vu qu'elle a été exercée par ma maman depuis des années." Les témoignages de notre interlocutrice démontrent que les plus vulnérables peuvent également sortir de leur état de vulnérabilité pour peu qu'on leur accorde un léger coup de pouce financier, mais combien sont-ils à espérer obtenir le microcrédit, sans doute de plus en plus nombreux. Et justement la mission du FNFI est de rapprocher les services financiers de ces groupes vulnérables. " Je connaissais déjà l'existence du FNFI pour avoir déjà participé à plusieurs activités de sensibilisation des populations sur les contours des différents produits. Je me suis alors constituée en groupe solidaire et mes consœurs et moi sommes allées voir URCLC, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI dans la région centrale. Le processus n'a pas été long, constitution de groupe solidaire, formation puis obtention du crédit. J'ai eu une première tranche de crédit de 30.000FCFA, une seconde de 40.000 FCFA, une troisième de 50.000 F CFA et il y a deux semaines, j'ai obtenu ma dernière tranche également d'un montant de 50.000 FCFA. Mon activité de vente de céréales (maïs, haricots,

soja, petit mil...) est la somme des 4 cycles du crédit APSEF que j'ai reçu. Je me suis mis à mon propre compte, j'ai une activité stable qui me permet jour après jour de dégager des revenus et de pouvoir aider mon époux à prendre soin de notre petite famille. C'est aussi ça l'autonomisation de la femme." Pour elle, " parvenir sans difficulté à prendre soin de soi et de sa famille est un élément fondamental du bonheur et de l'épanouissement de chacun dans sa société. Il est important de savoir que nous pouvons nous prendre en charge sans attendre l'aide de personne, et justement le FNFI nous en donne les moyens." Voilà qui est désormais clair dans les esprits de tous, l'Etat Togolais veut insérer toutes les personnes qui en expriment le besoin dans le paysage financier afin de les aider à sortir progressivement de leur état de pauvreté. En définitive, il est clair et les résultats le démontrent que toutes les interventions du FNFI s'intègrent pleinement dans le Plan National de Développement (PND), notamment son axe 3 qui vise notamment le renforcement de tous les mécanismes d'inclusion afin de faire du togolais le premier acteur et le premier bénéficiaire du développement du pays

KD

DERNIERES HEURES

... de la société contractante. Dimanche dernier lors de son discours dans le cadre de la commémoration du 14 juillet, l'ambassadeur de France au Togo est revenu sur ce changement qui est intervenu depuis la fin du mois de mai 2019. Beaucoup

de compatriotes appréhendent en effet cette nouvelle procédure de demande de visa. D'ailleurs, selon Marc Vizy, il sera possible de faire les formalités en ligne. Il donne plusieurs raisons pour expliquer ces mutations. « Les conditions dans lesquelles étaient reçus les demandeurs de visa n'étaient pas

convenables. Locaux exigus, agents en nombre insuffisant », sont quelques difficultés que connaissait auparavant le consulat de France. « À cet égard, je voulais demander l'indulgence de ceux qui, de bonne foi sont confrontés à des refus, des vérifications ou des demandes de renseignement

complémentaires. Cela s'explique par le fait que les services du consulat font face à des dizaines de faux documents tous les jours », ajoute l'ambassadeur. Voilà des raisons supplémentaires qui expliquent la réforme. Malgré les insuffisances qui pourraient intervenir dans sa mise en œuvre, l'ambassade de France ne compte

apparemment pas rebrousser chemin. D'ailleurs le train a déjà démarré et a fait du chemin. Il faut maintenant continuer à améliorer le système pour que la satisfaction soit au rendez afin que ceux qui de bonne foi craignaient ce changement, soient rassurés.

E. Dadzie

Justice pénale Les assises s'ouvrent à la Cour d'appel de Lomé

Les assises visant à connaître les dossiers criminels devant la justice ont été ouvertes hier à la Cour d'appel de Lomé. Prévu par la loi pour avoir lieu deux fois par an, ces audiences permettront de régler les cas de prévenus en attente de jugement.



Le président de la Cour (au milieu)

Les présentes assises se tiennent dans le cadre de l'année judiciaire 2018-2019. Pour l'occasion, l'on pouvait noter la présence de personnalités comme le ministre de la Justice, M. Pius Agbetomey, la présidente de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), Mme Nakpa Polo et la présidente du Haut-commissariat à

la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), Mme Awa Nana. « La liberté ne peut exister sans la justice et la sanction relève de la responsabilité de la justice », a déclaré le président de la Cour d'appel de Lomé, Kominte Dingangue pendant son discours d'ouverture de la session. L'importance de la justice pour la stabilité et l'ordre au sein de la société

n'est plus à démontrer. Si chacun pouvait agir comme il le souhaite sans rendre compte à personne, ce serait l'anarchie et le monde serait invivable. Face aux comportements déviants que l'on constate souvent et qui lèsent les droits des autres, il est prévu des mécanismes dont la justice.

Comme le rappelait le président de la Cour, « nos concitoyens ont besoin d'être protégés contre les crimes de tout genre ». Et pour cela, la justice doit fonctionner correctement afin d'apporter de la satisfaction à toutes les parties. Il faut prendre les dispositions pour situer chacun sur son sort. Et en la matière les fonctionnaires de la justice doivent respecter certaines règles. « Il faut une juste mesure entre le sentimentalisme

et la vérité des faits. Les actes posés sont de différentes gravités. Il faut faire attention de ne pas condamner un innocent, mais aussi ne pas se montrer complaisant. Il ne faut pas non plus condamner ceux qui ont passé du temps en prison pour rien à cause du manque d'audiences, pour se donner bonne conscience », a insisté Kodjo Garba Gnambi, procureur général de la Cour.

Ce dernier a sollicité de la part des gouvernants plus de moyens pour que les sessions de la Cour d'assise se tiennent régulièrement. En effet, comme il le rappellera plus tard dans son intervention, « la justice pénale coûte cher ». D'ailleurs, la présente session se tient grâce au soutien financier de l'Union européenne à travers le Projet d'appui au secteur de la justice (PASJ). 64 dossiers seront

examinés et auront trait aux délits suivants : trafic international de drogue à haut risque, vol qualifié, homicide volontaire et complicité de groupements de malfaiteurs.

D'autres dossiers concerneront la pédophilie, le viol, la tentative d'homicide volontaire et le vol, le viol sur mineure, le proxénétisme, la traite de personnes, l'enlèvement de mineurs, le groupement de malfaiteurs et la tentative de vente de mineurs, le détournement et la complicité de détournement de deniers publics, etc... Les condamnations peuvent aller jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité. Le président de la Cour d'appel espère que les fonctionnaires de la justice que sont les magistrats et les forces de l'ordre mettront tout en œuvre pour la réussite des présentes assises.

Edem Dadzie

Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur Le processus électoral est lancé

Impliquer concrètement la Diaspora dans le développement du Togo, telle est l'ambition du Haut conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) lancé début juillet.

Le HCTE est un organe consultatif non partisan qui regroupera tous ceux qui veulent contribuer, d'une manière ou d'une autre, à la modernisation de leur pays. Cet organe sera composé de 77 représentants de la communauté vivant en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Ces délégués seront élus démocratiquement. Ils peuvent depuis lundi

déposer leur candidature sur le site www.diaspora.tg. Les Togolais de la Diaspora peuvent également s'inscrire en ligne pour participer au vote. Les résultats seront annoncés en octobre prochain lors du premier Forum économique de la Diaspora fin novembre. La création du HCTE s'inscrit dans la droite ligne des grands axes de la feuille de route de la Diaspora présentée en

avril dernier. Le HCTE sera également chargé de suivre et coordonner les actions de développement de la diaspora togolaise, promouvoir partout la défense des droits et intérêts des Togolais de l'extérieur et leur apporter soutien à chaque fois que les circonstances l'exigent et faire des consultations périodiques avec les pays d'accueil des Togolaises et Togolais de la diaspora,



Robert Dussey

a précisé le ministre. Faire de la Diaspora plurielle du Togo une plateforme unique au service de la prospérité de la nation et concilier

la logique de la pluralité et celle de l'unité. C'est le souhait des autorités togolaises.

www.republicoftogo.com

Nations unies / Lutte contre le terrorisme

« Renforcer le mandat du G5 et rendre son financement plus prévisible », selon Antonio Guterres

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies s'exprimait lors d'un sommet de l'ONU sur la lutte contre le terrorisme, où il exhortait les donateurs à faire davantage pour soutenir les efforts militaires et de développement visant à mettre fin à l'extrémisme violent.

Pour lui, les récentes violences djihadistes et/ou ethniques dans la sous-région ouest-africaine sont la preuve que le G5 Sahel a besoin d'une mobilisation à un niveau plus élevé qu'elle ne l'est actuellement.

« Je pense que nous devons nous pencher sur un contexte régional plus large. Nous devons nous engager avec les pays d'Afrique de l'Ouest avec un soutien plus fort de la communauté internationale », a-t-il déclaré, regrettant par là son échec à faire placer le G5-Sahel sous le chapitre VII de la Charte des Nations unies, comme l'ont

plusieurs fois réclamé ses États membres (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie, Tchad). Ce chapitre VII permet un recours à des sanctions, voire à la force. Son activation faciliterait le financement du G5-Sahel et pourrait le transformer en force onusienne.

Le G5 Sahel, une force multinationale de lutte contre le terrorisme dans la région, a été largement sous-financé et n'a pas réussi à contrer la menace des groupes liés à Al-Qaïda et au groupe de l'État islamique.

Fin juin, l'Union européenne avait promis 150 millions de



Antonio Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies

dollars supplémentaires à la force du G5 Sahel, mais de nombreux autres donateurs n'ont pas versé les fonds promis.

Bien que le budget de cette force de 5.000 hommes ait été bouclé lors de réunions de donateurs internationaux,

les fonds tardent à arriver. En deux ans, elle a mené une série d'opérations, sans réel impact sur le terrain, où elle n'a pas encore croisé le fer avec les djihadistes.

« Ça a commencé au Mali, puis c'est allé au Burkina Faso, au Niger et maintenant,

quand on parle avec les présidents du Ghana, du Bénin, du Togo et de Côte d'Ivoire, ils vous disent que le terrorisme arrive à leurs frontières ».

« Ce qui veut dire qu'il est essentiel que les forces africaines en charge du contreterrorisme aient le mandat et le financement adéquats », a expliqué M. Guterres.

Sur cette lancée, le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé le 12 juillet dernier que les chefs d'Etat d'Afrique de l'ouest se réuniront le 14 septembre prochain à Ouagadougou pour débattre des questions sécuritaires et envisager une large coalition au-delà de leur zone pour combattre le terrorisme au Sahel.

T.M.

Nigéria / Sécurité

Obasanjo interpelle Buhari sur le risque de génocide au Nigéria

Dans une lettre ouverte adressée au président Muhammadu Buhari, l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo a attiré l'attention de l'actuel président sur le « risque de génocide de type rwandais » qui plane sur les bergers peuls et des communautés agricoles au Nigéria.

A l'origine de ce courrier au chef de l'Etat, l'assassinat de Funke Olakunrin, la fille de 58 ans de Reuben Fasanranti, l'un des plus grands groupes ethniques du Nigeria, les Yoruba. Cet assassinat avait suscité des réactions de M. Buhari et de la police, qui avaient annoncé une « refonte de la sécurité » sur les grands axes routiers dans le sud du pays.

Elle aurait été tuée par des bergers peuls présumés, mais la police a déclaré que ses assassins étaient des hommes armés.

Pour arrêter ces agitations ethniques qui couvent, Olusegun Obasanjo estime que le président Buhari, qui est le seul à pouvoir prévenir une telle « catastrophe », cesse d'attiser « les braises de la haine, de la désaffection et de la violence ».

Au cours des deux dernières années, des centaines de personnes ont perdu la vie dans des affrontements impliquant des bergers peuls et des communautés agricoles, principalement dans la région centrale du Nigeria.

Connu pour ses lettres ouvertes aux dirigeants politiques depuis qu'il a quitté la présidence de la République en 2007, Olusegun Obasanjo n'est pas à son premier courrier d'avertissement au président Buhari.

La dernière en date remonte à janvier 2018 où l'ancien président demandait à Buhari de ne plus se représenter à la présidentielle car ayant échoué dans le domaine de la sécurité, de la pauvreté, de l'économie. Il avait d'ailleurs apporté son soutien à l'opposant Atiku Abubacar, son ancien vice-président de 1999 à 2007.

T.M.

RDC / Nomination de Freddy Matungulu à la BAD

Après la mise en retrait de Freddy Matungulu, la coalition Lamuka au bord de l'explosion ?

C'est la question que l'on se pose au regard des récents événements qui ne laissent pas indifférents les observateurs les plus avisés de la scène politique en RDC. Depuis la victoire de Félix Tshisekedi à la présidentielle de décembre 2018, cette coalition semble partir dans tous les sens, avec des défections et des mises en retrait de certains ténors. Convoqué par l'actuel président Moise Katumbi, la réunion du présidium du 24 juillet prochain devra trancher une bonne fois pour toute, qui sont ceux qui devraient continuer par diriger la « pirogue Lamuka » en vue de la présidentielle de 2023.

Nommé au conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD), Freddy Matungulu se met désormais en retrait des activités politiques de la coalition. En attendant que sa nomination soit entérinée par les ministres des Finances du Burundi, du Cameroun, du Congo, de la Centrafrique et de la RDC lors de l'Assemblée annuelle prévue en août prochain, le nouvel administrateur de la BAD devra défendre les intérêts de son pays et des 5 autres pays d'Afrique centrale. Et tout ceci, dans la droite ligne de celui dont il contestait la victoire il y a quelques mois avec Martin Fayulu.

Sérieux coup de poker du président Félix Tshisekedi qui aurait profité de la fébrilité de la coalition et de certaines défections pour peut-être tenter un coup de grâce. De toutes



Freddy Matungulu

les façons, la réunion du 24 juillet prochain devra trancher. Mais ce sera sans Freddy Matungulu, qui, normalement devrait prendre la présidence de la coalition après Moise Katumbi, suivant la règle de la présidence tournante.

Depuis le départ de l'ancien chef de guerre Antipas Mbusa Nyamwisi,

et la position désormais démarquée qu'à adopté Moise Katumbi vis-à-vis de la stratégie de Martin Fayulu, il est clair que la dynamique qui régnait dans ce groupe tend à céder face aux stratégies individuelles de chaque leader pour la présidentielle de 2023.

Alexandre Wémima

Energie solaire**Lomé accueille la 3ème conférence régionale du Rogep**

La troisième conférence du Projet régional d'électrification hors réseau (Rogep) se tient à Lomé du 18 au 19 juillet. « Le renforcement des partenariats pour une promotion accélérée des systèmes solaires autonomes en Afrique de l'ouest et au Sahel » est le thème retenu pour cette conférence qui réunira d'éminentes personnalités.

La 3ème conférence régionale du Rogep se tient quelques jours après qu'une somme supplémentaire de 140 millions de dollars de la Banque mondiale et de 67,2 millions de dollars du Fonds pour les technologies propres ou Clean Technology Fund a été octroyée à la Banque ouest africaine de développement (Boad) pour ce projet.

L'objectif à travers cette rencontre est d'attirer « un large éventail d'acteurs comme les décideurs politiques, le secteur privé, les universités, la société civile, les institutions financières, les organisations de développement, les investisseurs et les consommateurs, afin de débattre du thème et de la façon dont le Rogep sera mis en œuvre pour produire



Le siège de la BOAD à Lomé

l'impact requis dans les pays », indique la BOAD. Le secteur hors réseau en Afrique de l'ouest sera au cœur des échanges de cette rencontre de Lomé. Les acteurs échangeront entre autres sur le financement dans

l'amélioration de l'accès des consommateurs à l'énergie, l'utilisation de l'électricité pour la production, l'électrification des institutions publiques ainsi que le rôle des secteurs privé et public. Des partenariats seront

formalisés et renforcés pour soutenir la promotion des systèmes solaires hors réseau pendant ces deux jours de travaux. Cela permettra de fournir de l'énergie aux nombreuses populations de la région qui n'en ont pas accès. En marge de cette troisième conférence régionale se tient du 16 au 17 juillet une réunion régionale des organismes de normalisation pour l'adoption des normes dans le cadre des projets Rogep et Agoseree OA (Amélioration de la gouvernance du secteur des EnR et de l'EE en Afrique de l'ouest).

Félix Tagba

Gestion des investissements**La Banque mondiale satisfaite de la mise en œuvre du Page**

Le Projet d'appui à la gouvernance économique (Page) poursuit son chemin. Le Page qui vise à améliorer la gestion des investissements publics au Togo a la bénédiction de la Banque mondiale pour sa mise en œuvre. Selon l'institution, les débuts de ce projet sont encourageants.

Le Page est l'un des importants projets de la Banque mondiale au Togo qui à termes veut favoriser une gestion efficace des investissements publics du pays. Lancé en 2018, ce projet s'étend sur une période de 4 ans et est constitué de 4 composantes. Il s'agit principalement de la gestion des investissements publics et des partenariats publics-privés, de l'assistance technique et du financement basé sur les résultats pour la mobilisation de ressources, de l'engagement citoyen et de la redevabilité publique dans les processus budgétaires et dans les secteurs prioritaires mais aussi de l'appui à la

mise en œuvre de ce projet. Plusieurs mois après son lancement, le projet enregistre de bons résultats, à en croire la représentante-résidente de la Banque mondiale au Togo. « Je voudrais dire ma satisfaction et mes encouragements au regard des avancées réalisées au cours des derniers mois avec l'appui du Page » a déclaré Hawa Cissé Wagué.

Mieux gérer les finances publiques

De façon spécifique, le projet permet de renforcer les capacités en gestion des finances publiques des structures de contrôle de l'Etat dont l'Inspection

générale des finances, la Cour des comptes et la Commission des finances et du développement économique de l'Assemblée nationale « en suscitant justement le débat d'orientation budgétaire », relève Mme Wagué. Elle renchérit en soulignant : « le Page a contribué à l'élaboration des outils indispensables au débat d'orientation budgétaire comme le manuel d'évaluation des Projets d'investissements publics (Pip) prioritaires et leur inclusion dans le budget annuel, le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle ». Le Page a également



Hawa Cissé Wagué

permis d'accélérer la réforme du budget-programme avec la revue qualité des programmes et la déclinaison des programmes sectoriels en Autorisation d'engagement (AE) et Crédit de paiement (CP).

En avril dernier, le Page a bénéficié d'un financement de 3,5 milliards FCFA. Le projet bénéficie du financement de la Banque mondiale et de l'Union européenne.

Félix T.

Marché financier régional**Bon début de second semestre pour le Togo**

Le Togo commence bien son second semestre sur le marché financier régional. Le pays y a mobilisé la somme de 22 milliards FCFA pour sa première sortie et ceci pour le compte du second semestre de cette année.

Tout comme le succès enregistré par le Togo au cours du premier semestre sur le marché financier régional, le pays se distingue par un nouveau succès pour ce second semestre. Les marchés ont renouvelé leur confiance aux autorités togolaises à travers une opération d'Obligations assimilables du trésor en fin de semaine dernière. Le

pays s'attendait à mobiliser 20 milliards FCFA, mais il en a reçu plus.

Le montant total des soumissions enregistrées au cours de cette opération s'élève à 43 060,35 millions FCFA, soit un taux de couverture de 215,30% selon les chiffres communiqués par l'agence Umoa-Titres. Sur cette somme, le Togo a retenu 22



milliards FCFA pour assurer la couverture des besoins de l'Etat. Après avoir réussi à mobiliser plus de 210 milliards FCFA pour le compte du premier semestre, le Togo est à la recherche d'environ 200

milliards FCFA pour ce deuxième semestre, soit 130 milliards d'obligations. Le pays donne un prochain rendez-vous sur le marché financier régional en septembre. D'abord le 6 septembre prochain, le Togo met en adjudication la

somme de 20 milliards FCFA à travers des Obligations assimilables du trésor. La date de valeur pour cette opération est fixée au 9 septembre et la valeur nominale unitaire s'élève à 10 000 FCFA. La deuxième opération prévue pour ce même mois de septembre sera des Bons assimilables du trésor. La date de cette opération est fixée au 20 septembre. Le montant mis en adjudication est de 15 000 millions de FCFA selon Umoa-Titres pour une durée de 12 mois. Et la valeur nominale unitaire s'élève à un million de FCFA.

F.T.

L'agro-alimentaire

La production agricole et la transformation locale au Togo

Au regard du domaine agricole au Togo, des performances et des défis à relever, le gouvernement togolais, dans sa politique de développement agricole, a mis l'accent sur l'amélioration des techniques culturales, l'introduction de nouvelles technologies visant l'intensification agricole et, au-delà, la diversification des cultures. A côté, la transformation locale demeure un enjeu. Quels sont donc les défis de cette agriculture togolaise ? Y a-t-il des aspects déterminants pour réussir l'agriculture ? Quelle est la situation actuelle de la transformation locale ? Que faut-il mettre au profit pour une réussite de la transformation locale ?



Exposition du café et cacao togolais

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), l'Afrique est depuis plusieurs décennies le continent le plus dépendant du point de vue alimentaire. Les pays du continent consacrent

chaque année 33 milliards de dollars pour l'importation des produits alimentaires. Le Togo, pays faisant également partie des importateurs, a commencé il y a quelques années, à s'orienter vers une transformation locale de ses produits.

L'agriculture togolaise entre réalités et défis

Depuis quelques années, le secteur agricole au Togo bénéficie d'énormes investissements de la part de l'Etat et des partenaires au développement, surtout en milieu rural. Pour ce faire, plus de 600 milliards de francs CFA ont été prévus pour le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire. Ainsi donc, l'agriculture togolaise sur les cinq dernières années a enregistré des excédents alimentaires dans certaines spéculations. En dépit de toutes ces avancées, l'agriculture togolaise doit toujours consentir des efforts pour son plein développement. La palette des actions nécessaires pour un réel essor du

secteur de l'agriculture au Togo est vaste. Tous les programmes reposent en premier lieu sur la recherche agronomique. Le fer de lance, dans cette affaire, est l'Institut togolais de recherche agronomique (Itra). L'Objectif principal de l'Itra est de contribuer à réduire la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire durable aux populations rurales par l'accroissement des revenus et l'amélioration de la productivité agricole. A ce titre, le mandat de l'Itra est de mener des études jugées nécessaires, de développer, améliorer et valoriser les technologies agricoles et alimentaires modernes et paysannes adaptées, de mettre à la disposition des utilisateurs les résultats de la recherche.



Noël Koutera Bataka, ministre de l'Agriculture

Concernant le secteur des cultures d'exportation, avec le cas spécifique du café cacao, parmi les ambitions du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire, le Togo qui est producteur moyen dans ce domaine, compte porter sa production annuelle à 30.000

tonnes de café et 25.000 tonnes de cacao. Il se trouve que les rendements actuels à l'hectare oscillent entre 250 kg à 700 kg pour le café et 300 kg à 600 kg pour le cacao. Or, le potentiel agricole existe, et la production togolaise est de qualité.

Source: RFI

Réussite de l'agriculture au Togo, l'âge est essentiel

Pour la présente analyse, la population agricole active potentielle est celle dont l'âge est compris entre 15 et 69 ans révolus. Elle frôle les 1564 900 actifs agricoles. Son influence sur la croissance de la production est déterminante dans un contexte où le capital mécanique fait un peu défaut. Toutefois, une union du peu d'investissements et du travail attendu de cette population active ainsi qu'une progression de la science et de la productivité, résultant du niveau d'instruction de cette main-d'œuvre agricole, permettront d'augmenter la production. Les progrès de productivité se manifestent quand même, aussi infime soient-ils. La production agricole obtenue par les personnes âgées de plus de 70 ans, pratiquant les activités agropastorales, est considérée comme marginale. Il faut reconnaître que l'exploitant agricole togolais reste actif aussi longtemps que sa force

physique le lui permet. Il faut également reconnaître que le chômage frictionnel est presque inexistant en milieu rural contrairement au milieu urbain, dans la mesure où la presque totalité des actifs ruraux trouve à s'occuper. Les caractéristiques de cette population active sont presque identiques à celles de la population agricole. Cependant, il conviendrait de mettre en évidence quelques indicateurs intéressants. Dans la population active agricole, on compte 47,1% d'hommes pour 52,9% de femmes. Les actifs, tout sexe confondu, âgés de 15 à 19 ans, représentent 19,2% de la population active agricole totale ; ceux de 20 à 54 ans qui constituent la force de travail indispensable à la production, atteignent 66,9% ; ceux de la tranche 55 à 69 ans : 9,2% et les actifs âgés de plus de 70 ans, 4,7%. La prédominance des femmes dans ces tranches d'âge est visible à l'exception,

toutefois, de la tranche 15-19 ans dans laquelle la proportion des femmes actives agricoles est de 44% contre 56% pour les hommes à cause probablement de l'exode rural des filles à des fins professionnelles. Concernant

les tranches 20-54 ans et 55-69 ans, les femmes représentent 53,1% et 51,7% respectivement.

Source : Rapport du 4ème recensement national de l'agriculture

État des lieux de la transformation locale des produits



Les anacardes togolais

Il existait autrefois des industries de transformation de certains produits, et on peut citer la Sonaph à Agou qui s'employait à fabriquer de l'huile, du savon, entre autres produits à partir des noix de palme, la Féculerie de Ganavé qui s'occupait à transformer le manioc. Mais ces unités ont fait long feu. Pendant longtemps, le terrain de la transformation des produits agricoles était laissé presque vide. Mais de nos jours, il est occupé par des entreprises qui s'investissent dans la conservation et la transformation sur place des produits agricoles. Mais elles sont pour la plupart des initiatives privées et de petites tailles. Ce ne sont donc pas des unités industrielles à

proprement parler. En tout cas sur ce plan (encore), notre pays ne tient pas la comparaison avec ses voisins, surtout le Ghana où il existe des complexes industriels de grande taille. C'est constant que l'agriculture occupe une bonne place dans l'économie togolaise ; mais elle n'est malheureusement pas assez rentabilisée, pour participer efficacement au développement économique et permettre aux paysans de vivre dignement de leur métier. Et parmi les facteurs freinant l'optimisation de l'apport, le manque ou la faible transformation des produits agricoles sur le plan local. Et pourtant, que d'avantages l'on pourrait en tirer.

Mettre les atouts à profit pour une transformation locale

Le Togo a en effet beaucoup à gagner dans la transformation de ses produits agricoles. Et le premier avantage à tirer est sans doute celui de réduction des coûts de production. La matière première étant disponible sur place, le transport dont les frais grèvent souvent les prix à la consommation,

surtout s'agissant des produits manufacturés et importés pour la plupart, se voit du coup réduit. Ce qui agirait considérablement sur les prix des produits finis. La mise en valeur locale éviterait que certaines denrées périssables, comme les fruits, pourrissent devant les yeux des paysans impuissants. Ce sont là les investissements de toute

une année qui partent ainsi en fumée, ce qui représente souvent des manques à gagner énormes pour les paysans. Leurs revenus s'en trouveraient accrus et leur pouvoir d'achat relevé, et ils y trouveront la motivation nécessaire pour produire davantage. Au-delà des agriculteurs et de leurs familles qui vivraient mieux, la transformation locale des produits agricoles, qui passera forcément par la création d'entreprises et autres unités industrielles, offrirait de l'emploi aux jeunes. Ce qui participerait à la lutte contre le chômage, au développement de la localité, du pays ainsi que de la sous-région. Sur le plan sécuritaire, une transformation in situ

offrirait plus l'opportunité aux autorités sanitaires pour assurer leur rôle de garantes de la santé publique en contrôlant les normes d'hygiène et de qualité dont la négligence est souvent source de maladies. « Si le secteur de la transformation agroalimentaire est soutenu véritablement, le Togo peut aller de l'avant en dépendant moins des produits importés, souvent bas de gamme », déclarait en novembre 2017 à l'occasion de la 4ème édition du festival et de la foire « Alimenterre », Tata Yawo Ametoenyenu, le président de l'Organisation d'appui à la démocratie et au développement local (Oadel), une ONG qui œuvre à la promotion des produits locaux transformés.

Accorder beaucoup d'intérêt aux produits locaux : une culture



Bien que leurs économies soient en général dominées par l'agriculture, beaucoup de pays en développement à faible revenu sont depuis longtemps importateurs nets de produits alimentaires, et dans la plupart d'entre eux, la balance du commerce des produits vivriers tend à se détériorer depuis 20 ans. Ni la production, ni les ressources financières nécessaires pour payer les importations n'ont augmenté aussi vite que la demande de denrées alimentaires. La capacité de payer ces importations est étroitement conditionnée par les recettes d'exportation, qui sont souvent insuffisantes. Le problème est particulièrement aigu dans les 31 pays étudiés, dont le Togo, qui ont le plus de mal à financer leurs importations vivrières sur les 88 pays classés par la Fao dans la catégorie des pays à faible revenu. La dépendance excessive de beaucoup de

pays pauvres à l'égard des importations alimentaires occupe depuis toujours une place importante dans le débat sur le développement. Cette problématique n'est pas ignorée au Togo qui va prochainement se doter d'un Observatoire de la consommation des produits transformés localement. Une base de données va être créée pour renseigner sur la notion qualitative et quantitative, ainsi que sur les volumes de consommation des produits alimentaires fabriqués localement. Pas de quoi inverser la tendance, mais la possibilité pour le gouvernement d'avoir une photographie précise de la situation pour réorienter, le cas échéant, les grands axes de sa politique agricole. Même si le pays est en mesure de nourrir sa population, les Togolais continuent de consommer des biens d'importation.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

En mémoire de



Veuve Cécile Adjoua AMOUZOU dite "Femme Pressée"
Endormie dans le Seigneur le 30 mars 2019 dans sa 82^{ème} année

« Quant à moi, je suis déjà répandu en libation et le moment de mon départ est venu.

J'ai combattu jusqu'au bout le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi.

Et maintenant, voici qu'est préparée pour moi la couronne de justice, qu'en retour le Seigneur me donnera en ce Jour-là, lui, le juste Juge, et non seulement à moi mais à tous ceux qui auront attendu avec amour son Apparition.»

2 TIMOTHÉE 4: 6-8

AVIS DE DÉCÈS

Les Préfets de la Kozah et de la Binah,
Les chefs des cantons de Lama, Lassa et Kétao,
Les familles **ALOUDA, AMOUZOU, TCHAMIYE, AWESSO, PAKA, LAOKPESSI, GNAKOU, N'GASSIBOU, MOZINO** de Lama Sahoudé,
Les familles **AMOUZOU, AVEINO, WELEKITI, ASSIMTI** et **BADEBANA** de Lassa haut.
Les familles **ALIDOU** et **TAHR** de Pésaré, **ATCHOLI** de Tchare et **SANSANG** de Soumdina.
Les familles **SIMZA, BAKA** et **TELOU** de Pya Djamdé,
Les familles **ALOU, TACHOKE, TOYOU, AWIDJOLO, ANDJAO, BOUBOULQUA, AMEWUNU, KOUROUM, ESSE,**

M. Assimesso Kofi ALOUDA, ingénieur en informatique, fondateur de société d'informatique et du numérique à Paris,
M. Flavien AMOUZOU, Gérant d'Établissement à Kétao,
M. Constantin AMOUZOU, PDG du groupe CECO
M. Aklesso ATCHOLI, Secrétaire Exécutif du parti UNIR
Le Général **Pitalounani LAOKPESSI**, officier supérieur des FAT à la retraite.
Leurs frères, sœurs, cousins, cousines, enfants et petits enfants,
Vous remerciant pour les diverses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoigné lors du décès de leur très chère et regrettée mère, sœur, tante, nièce et cousine , veuve **Cécile Adjoua AMOUZOU** , dite "Femme Pressée".
Décès survenu le samedi 30 mars 2019 dans sa 82^{ème} année.

Ils vous prient d'assister ou de vous unir d'intention aux cérémonies d'obsèque dont voici le programme.

PROGRAMME

• **Jeudi 25 juillet 2019**

-**De 19 H à 21 H** : veillée de prières et de chants oecuméniques au domicile de la défunte à Kétao, quartier ancien CMS, Maison **AMOUZOU**.

• **Vendredi 26 juillet 2019**

-**9 H**: messe de requiem à l'Eglise Grande Croix Glorieuse de Kétao.

-**De 19 H à 21 H** : veillée de prières et de chants au domicile Alouda à Lama Sahoudé

• **Samedi 27 juillet 2019**

-**6 H** : exposition du corps aux domiciles de la défunte

-**9 H 30** : culte d'enterrement au Lycée des Montagnes suivi de l'inhumation au cimetière familial à Lassa haut.

• **Dimanche, 28 juillet**

Culte d'action de grâce en l'Eglise évangélique presbytérienne de Lassa haut. Les salutations d'usage seront reçues sur les parvis de l'Eglise.

Maison mortuaire, maison Amouzou à lassa haut. Quartier Gnakoudé

Photo du jour



Légendez et commentez l'image ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Histoire drôle

Un homme avait trois problèmes :

- 1) Il était très pauvre,
- 2) Il n'a pas d'enfant avec sa femme
- 3) Sa mère est aveugle.

Un ange lui apparut et lui demande de faire un vœu juste un seul. Or sa femme veut un enfant ; sa mère veut voir et lui-même veut être riche...

Ah, quel embarras

Après sa réflexion, il dit sagement à l'ange : « Je veux juste que ma mère voit mes enfants mangent dans des assiettes en or »

Aussitôt tous les trois problèmes furent résolus.

Blague du jour



Je suis locataire dans une maison et je viens d'enceinter la fille du propriétaire. Il ya de cela trois mois. Les parents de la fille me disent rien et on se regarde. Leur fille est désormais avec moi. Les temps sont un peu durs ; dois-je continuer à payer la location ? Aidez-moi svp

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Festival d'Avignon 2019
Le Togo présent au rendez-vous

Radio France internationale a démarré, le week-end dernier, son aventure théâtrale et radiophonique « Ça va, ça va le monde ! » au Festival d'Avignon sur le sol français. Six pays prennent part à ce merveilleux voyage théâtral dont le Togo. Le Togolais Mawusi Agbédjidji, l'un des finalistes du concours « Prix Théâtre Rfi » 2018 représente notre pays au Festival d'Avignon 2019 dans le cycle « Ça va, ça va le monde » avec son texte « Transe-maître(s) ».



Sédjro Giovanni Houansou

« Ça va, ça va le monde ! » est un cycle de lectures de textes d'auteurs de la Francophonie du Sud en collaboration avec Radio France internationale (Rfi). Prévu du 13 au 18 juillet, le cycle « Ça va, ça va le monde ! » 2019 met en lecture des textes de six jeunes. Du Bénin à la Roumanie, la drôlerie, la folie et l'émotion sont au summum à l'édition 2019 du cycle de lectures « Ça va, ça va le monde ! ». Les mots s'envolent, les maux se soignent au Festival d'Avignon dans le cycle « Ça va, ça va le monde ! ». L'édition 2019 du cycle « Ça va, ça va le monde ! » est dédiée à quatre auteurs

venus d'Afrique et deux autrices venues d'autres espaces linguistiques et géographiques, le Liban et la Roumanie. Auteurs engagés, du Cotonou à Yaoundé en passant par Conakry et Lomé, ils racontent des histoires liées à la migration, au terrorisme ou à la mémoire de la colonisation. Quant aux autrices, l'une prend à bras le corps la question de l'aide aux migrants et l'autre celle de l'appropriation de la terre. Les auteurs et autrices présents au cycle « Ça va, ça va le monde ! » 2019 sont le Béninois Sédjro Giovanni Houansou, le Guinéen Souleymane

Bah Thiâ'Nguel, le Camerounais Denis Sufo Tagne dit Sufo Sufo, la Roumaine Alexandra Badea, la Libanaise Hala Moughanie et le Togolais Mawusi Agbédjidji. Ce cycle de lectures qui réunit ces auteurs et auteures venus de divers horizons court jusqu'au 18 juillet prochain. Certains textes sont déjà mis en lecture. Notamment, « Les inamovibles » de Sédjro Giovanni Houansou, et « Celle qui regarde le monde » d'Alexandra Badea. Les autres textes sont prévus pour les jours suivants. A l'instar de « Danse avec le diable » Souleymane Bah Thiâ'Nguel, de « Debout un pied » de Denis Sufo Tagne, de « Transe-Maîtres(s) de Mawusi Agbédjidji et de « Memento Mori » de Hala Moughanie. Par ailleurs, le texte « Les inamovibles » du jeune dramaturge béninois Sédjro Houansou, qui traite la thématique de l'immigration, est sacré « Prix Rfi théâtre » 2018.

« Les inamovibles » de Giovanni Houansou Malik s'est jeté sous un terrain, pour ne pas rentrer la tête basse au pays où l'attend son père en compagnie d'autres parents d'exilés. Dans



Mawusi Agbédjidji

un étrange no man's land se massent des morts vivants espérant un hypothétique retour, soumis au bon vouloir d'un étrange passeur et de sa fille. En sept mouvements, la pièce nous transporte dans un espace collectif incertain... tout en pénétrant dans l'intimité des personnages. Ceux qui sont partis et ceux qui restent.

« Ça va, ça va le Togo ! » On pourrait dire que la dramaturgie se porte bien au Togo. L'année dernière comme cette année au Festival d'Avignon dans le cycle de « Ça va, ça va le monde ! », le Togo prend part à l'aventure. A l'édition 2018 de « Ça va, ça va le monde ! », le Togo fut à l'honneur avec le texte de la Togolaise Afi Gbegbi alias Marie-Jo. Au cours de cette édition, c'est le jeune dramaturge Elemawusi Marc Agbédjidji alias Mawusi Agbédjidji qui fait

honneur au pays avec la lecture de son texte « Trans-Maître(s) ».

« Trans-Maître(s) » de Mawusi Agbédjidji Sur terre, dans une capitale d'un petit pays, le jeune Dzitri, nouveau au collège, suscite la curiosité. En classe, les élèves doivent parler « pur », sous peine de porter le « signal », un collier honteux et dégoûtant fait d'os, de griffes... dont on ne peut se défaire qu'en dénonçant une camarade ayant à son tour parlé « vernaculaire ». Celui ou celle qui l'arbore en fin de semaine est punie. Dzitri en hérite, mais il choisit de s'en débarrasser. Alors que les maîtres font de la langue un outil de domination, lui saura en faire un outil de rébellion. La lecture de la pièce de théâtre « Trans-Maître(s) » de Mawusi Agbédjidji est prévue à Avignon, le 17 juillet 2019.

Nadia Edodji

Lire
« Contes à Ninon » d'Émile Zola. Ed Beq, Collection À tous les vents. Pp 23-26
« ...Enfin, un beau matin, il abandonna soudain ses appartements et alla s'installer sous les feuillages aimés. Là, il se choisit un immense palais. Son salon fut une vaste clairière ronde, d'environ mille toises

de surface. De longues draperies vert sombre en ornaient le pourtour ; cinq cents colonnes flexibles soutenaient, sous le plafond, un voile de dentelle couleur d'émeraude ; le plafond lui-même était un large dôme de satin bleu changeant, semé de clous d'or. Pour chambre à coucher, il eut un délicieux boudoir, plein de mystère et de fraîcheur. Le plancher

ainsi que les murs en étaient cachés sous de moelleux lapis d'un travail inimitable. L'alcôve, creusée dans le roc par quelque géant, avec des parois de marbre rose et un sol de poussière de rubis.
Il eut aussi sa chambre de bains, une source d'eau vive, une baignoire de cristal perdue dans un bouquet de fleurs. Je ne te parlerai pas, Ninon,

des mille galeries qui se croisaient dans le palais, ni des salles de danse et de spectacle, ni des jardins. C'était une de ces royales demeures comme Dieu sait en bâtir.
Le prince put désormais être un sot tout à son aise. Son père le crut changer en loup et chercha un héritier plus digne du trône. Simplicite fut très occupé

les jours qui suivirent son installation. Il lia connaissance avec ses voisins, le scarabée de l'herbe et le papillon de l'air. Tous étaient de bonnes bêtes, ayant presque autant d'esprit que les hommes. Dans les commencements, il eut quelque peine à comprendre leur langage ; mais il s'aperçut bientôt qu'il devait s'en prendre à son éducation première... »

Changement climatique

Le développement durable en péril selon un nouveau rapport des Nations unies

Alors que les Nations unies se sont engagées depuis plusieurs décennies en faveur du développement durable en s'attaquant très tôt au phénomène du changement climatique, le constat aujourd'hui est plutôt amer. Ce combat risque de ne pas porter des fruits. Les effets du changement climatique ne semblent laisser aucune chance au succès.



Le changement climatique menace la sécurité alimentaire

Selon le dernier rapport des Nations unies sur les Objectifs de Développement durable (ODD), les effets du changement climatique et les inégalités croissantes entre les pays et en leur sein compromettent les progrès accomplis dans le domaine du développement durable, menaçant de réduire à néant, nombre d'œuvres réalisées au cours des dernières décennies. Publié le jour de l'ouverture du Forum politique de haut niveau (FPHN) de l'ONU sur le développement durable, le rapport se fonde sur les dernières données disponibles. Il demeure la pierre angulaire pour mesurer les progrès et identifier les lacunes dans la mise en œuvre des 17 ODD. Quatre ans après l'adoption de ce plan d'action mondial pour une planète plus juste et plus saine, le rapport note des progrès dans certains domaines tels que dans la réduction de l'extrême pauvreté, la vaccination généralisée, la baisse des taux de mortalité infantile et l'accès accru des populations à l'électricité. Le rapport souligne toutefois que la réponse mondiale n'a

pas été suffisamment ambitieuse, laissant souffrir les populations et en grande partie, celles des pays les plus vulnérables.

Un rapport aux conclusions rassurantes non

Selon les conclusions du rapport, les $\frac{3}{4}$ des enfants souffrant d'un retard de croissance vivent en Asie du sud et en Afrique subsaharienne. L'extrême pauvreté est trois fois plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Les jeunes sont plus susceptibles d'être au chômage que les adultes. Seulement $\frac{1}{4}$ des personnes gravement handicapées touchent une pension d'invalidité. Les femmes et les filles se heurtent toujours à des obstacles pour parvenir à l'égalité. Pendant ce temps, le réchauffement de la planète ne cesse de gagner du terrain. L'année 2018 a été la quatrième année la plus chaude jamais enregistrée. Les concentrations de dioxyde de carbone ont continué d'augmenter en 2018. L'acidité des océans est 26% plus élevée qu'à l'époque préindustrielle et devrait augmenter de 100% à 150% d'ici 2100 au rythme actuel des émissions de CO₂.

Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 36% en 1990 à 8,6% en 2018. Le rythme de réduction de la pauvreté commence à ralentir à mesure que le monde s'efforce de faire face aux plus profonds dénuements, aux conflits violents et aux vulnérabilités face aux catastrophes naturelles. La faim dans le monde est à la hausse après une baisse prolongée. « Il est tout à fait clair qu'une réponse beaucoup plus profonde, plus rapide et plus ambitieuse est nécessaire pour déclencher la transformation sociale et économique nécessaire pour atteindre nos objectifs de 2030 », a déclaré le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres. L'absence de progrès est particulièrement manifeste en ce qui concerne les objectifs liés à l'environnement tels que l'action climatique et la biodiversité. D'autres rapports importants publiés récemment par l'organisation ont également mis en garde contre une menace sans précédent pour la biodiversité et la nécessité urgente de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C au-dessus des

niveaux préindustriels.

« L'environnement naturel se détériore à un rythme alarmant : le niveau des mers s'élève, l'acidification des océans s'accélère, les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, un million d'espèces végétales et animales sont menacées d'extinction et la dégradation des terres se poursuit impunément », ajoute le secrétaire général de l'ONU.

Les effets de la détérioration de l'environnement ont des répercussions sur la vie des gens. Des conditions climatiques extrêmes, des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus graves et l'effondrement des écosystèmes entraînent une insécurité alimentaire accrue et aggravent l'insécurité et la santé des populations.

De nombreuses communautés continuent d'être en proie à la pauvreté, aux déplacements et à l'accroissement des inégalités. « Le temps presse pour prendre des mesures décisives en matière de changement climatique », met en garde le secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU, Liu Zhenmin qui souligne l'importance de renforcer la coopération internationale et l'action multilatérale pour relever les grands défis mondiaux. « Les défis mentionnés dans ce rapport sont des problèmes mondiaux qui requièrent des solutions mondiales », ajoute monsieur Liu.

« Les problèmes étant interdépendants, les solutions aux inégalités, à la pauvreté, au changement climatique et à d'autres défis mondiaux, sont également interdépendantes », précise Liu Zhenmin.

Malgré les menaces, le rapport montre qu'il existe de précieuses possibilités d'accélérer les progrès en tirant parti des liens qui existent entre les objectifs.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre par exemple, va de pair avec la création d'emplois, la création de villes plus agréables à vivre et l'amélioration de la santé et du bien-être de tous. Il est donc clair que le changement climatique menace tous les aspects du développement durable.

Le concept qui est intervenu à la fin des années 80 a pour objectif de permettre aux générations actuelles de satisfaire leurs besoins tout en ne compromettant pas la capacité des générations futures à assurer le leur. Mais comment cela pourra-t-il se faire lorsque les ressources de la terre sont surexploitées et que le réchauffement menace l'existence même des humains ? L'on a donc du pain sur la planche. Pour Greta Thunberg, l'activiste suédoise de 16 ans, nous sommes tout simplement en guerre.

Les Nations unies accueilleront les sommets sur les ODD et celui sur l'action climatique ainsi que d'autres importantes réunions au cours de la semaine de haut niveau de la 74e session de l'Assemblée générale en septembre. Toutes ces rencontres auront pour but d'insuffler un nouvel élan aux dirigeants politiques du monde entier et à la communauté internationale.

Il s'agira aussi lors des échanges de remettre le monde sur la bonne voie et de lancer une décennie de résultats pour les populations de la planète.

Edem Dadzie

Source : service de presse de la CCNUCC

Biodiversité / Parc national Fazao-Malfakassa

Le projet menant au statut de ‘Réserve de biosphère’ lancé

Comme annoncé en décembre dernier, le Parc national de Fazao-Malfakassa situé dans la région centrale, se dirige vers l’obtention du statut de « Réserve de biosphère de l’Unesco ».

Le processus devant conduire à ce statut a été enclenché ce lundi avec le lancement à Lomé du « Projet de promotion des moyens d’existence respectueux de la biodiversité dans le parc national de Fazao-Malfakassa ».

Le Projet, mis en œuvre par l’Unesco, est financé par l’Inde à hauteur de 1 million de dollars dans le cadre de la coopération Sud-Sud. En plus de hisser le parc à ce statut, il entend

développer les économies vertes, ceci notamment en incitant à l’apiculture, la séquestration du carbone dans la biomasse, la protection des bassins versants, labio-prospection ou encore l’écotourisme.

Par ailleurs, 350 emplois verts seront créés par le biais de ce projet qui se veut un modèle de gestion des aires protégées et qui vient en complément aux initiatives déjà mises en place par le gouvernement. Pour rappel, la désignation



Photo de famille des participants

de « Réserve de biosphère » est accordée par l’Unesco aux zones protégées de la nature qui contribuent

à réduire la perte de la biodiversité, à améliorer les moyens de subsistance des populations locales et

à faciliter les conditions sociales, économiques et culturelles pour la durabilité de l’environnement.

Eau potable et assainissement

Services bientôt améliorés à Tabligbo

Le réseau d’assainissement et de distribution d’eau potable de la ville d’Aného sera bientôt amélioré et étendu. Deux conventions d’opérationnalisation et de partenariat ont été signées en fin de semaine dernière à Lomé entre la commune, la Société Togolaise des Eaux (TDE) et des partenaires techniques, d’une part, et le Syndicat des Eaux d’Île de France (SEDIF) de l’autre.

Les conventions portent sur la mise en œuvre du projet d’amélioration du service d’eau et d’assainissement de la ville et porteront, en plus d’une subvention allouée à la ville, sur un appui technique à l’endroit de la TDE et ses agences de Tabligbo.

Le projet qui, selon le

cabinet du ministère de l’eau, « répond bien aux besoins de la population de Tabligbo et intègre parfaitement l’axe 3 du PND », ambitionne également de former et de sensibiliser les populations.

Pour rappel, le SEDIF, créé depuis 1923, est le plus



Un robinet

grand service public d’eau potable en France. Il est responsable du service public de l’eau pour le

compte des communes ou intercommunalités qui y adhèrent et assure aujourd’hui la production

et la distribution d’eau pour plus de 4 millions de consommateurs.

ACHETEZ & LISEZ désormais



sur



www.monkiosk.com

ou

sur le portail



www.alome.com

0%

de **taux** de remboursement
sur **12 mois***

Prêt scolaire

Donnez des ailes à l'éducation de vos enfants

Du 15 Juillet au 15 Octobre 2019



La Banque Autrement
www.corisbank.tg

